

LES CAHIERS DU CERMTRI

Centre d'Etudes et
de Recherches
sur les Mouvements
Trotskye
et Révolutionnaires
Internationaux

87 rue du Faubourg
Saint-Denis
75010 Paris - France
cermtri@wanadoo.fr
cermtri.com
trotsky.com.fr

Allemagne - France - Espagne
1933 1934 1937

Contre le fascisme, la seule voie :
le front unique ouvrier

Trois textes de Léon Trotsky

12 FÉVRIER - GRÈVE GÉNÉRALE - 150.000 TRAVAILLEURS
MANIFESTENT A LA NATION



N° 187

avril 2025

ISSN 0292 - 4943

8 €

● Léon Trotsky

Où va la France ?

fin octobre 1934

Nous voulons dans ces pages expliquer aux ouvriers avancés le sort qui attend la France dans les années qui viennent : la France qui, pour nous, n'est ni la Bourse, ni les banques, ni les trusts, ni le gouvernement, ni l'état-major, ni l'Église — ceux-là sont les oppresseurs de la France —, mais la classe ouvrière et les paysans exploités.

Ce long article de Léon Trotsky est paru pour la première fois dans un numéro spécial de *La Vérité* du 9 novembre 1934 (il est consultable sur le site du Cermtri : cermtri.com ou trotsky.com.fr).

Après avoir été expulsé d'URSS en 1929, avoir vécu quatre ans en Turquie, Trotsky est arrivé en France en juillet 1933. Faisant l'objet d'une surveillance policière constante, il préfère ne pas signer l'article qui est présenté comme le travail collectif du groupe bolchevique-léniniste français. Trotsky reconnaîtra en être l'auteur dans sa préface à un regroupement d'articles publié en 1936 sous le titre *Où va la France ?*

● Présentation

En 1934, dans un monde touché par la plus grave crise économique du système capitaliste et après l'arrivée au pouvoir des nazis en Allemagne, s'est ouverte une nouvelle période de reprise de la lutte des classes, particulièrement aux États-Unis, en France, en Espagne. Dans le nord de la France (mines, sidérurgie, industrie textile), dans le Languedoc viticole, dans la région parisienne, devenue un bastion ouvrier avec de grosses concentrations industrielles, (l'automobile principalement), cette reprise se traduit par des grèves, des manifestations et un mouvement d'adhésions vers les organisations du mouvement ouvrier, syndicats et partis.

Le Parti communiste, section française de l'Internationale communiste (PC-SFIC) fondé après la scission du congrès de Tours en décembre 1920 où les partisans de l'adhésion à l'Internationale communiste avait emporté plus des deux tiers des mandats, a vu ses effectifs fondre au rythme des tournants imposés par l'appareil stalinien qui a pris le contrôle de l'Internationale. De 120 000 adhérents à sa fondation il n'en revendique plus que 25 000 en 1933, conséquence de la prétendue « bolchevisation » des partis et du tournant de 1928 : c'est la « 3^e période » imposant des « offensives » révolutionnaires partout, hors de toute réalité, désignant comme l'ennemi principal de la classe ouvrière, non le fascisme mais la social-démocratie (invention stalinienne d'un « social-fascisme »). Il est implanté principalement dans le Massif central et la banlieue parisienne, la « ceinture rouge ».

Les militants de L'Opposition de gauche, organisés dans la Ligue communiste, peu nombreux et politiquement inexpérimentés du fait de leur extrême jeunesse, vont bénéficier de l'arrivée en France en juillet 1933 de Trotsky à qui le gouvernement français a accordé un visa très provisoire – Trotsky sera expulsé de France en juin 1935.

Le Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière (SFIO), avec une base ouvrière dans le Nord, connaît une évolution inverse, dépassant le PC en nombre d'adhérents (130 000 en 1932) et en élus. Il contrôle le syndicat majoritaire, la CGT (1). Depuis 1924, il pratique une alliance électorale avec le Parti radical. Ce « cartel des gauches » (sic) remporte les élections en 1924 puis en 1932. Les socialistes refusent de participer au gouvernement, soutenant de l'extérieur la politique antisociale et répressive de la coalition au pouvoir formée par les radicaux et les autres partis de la bourgeoisie.

L'émeute du 6 février 1934 : la menace fasciste

Si l'on excepte la Ligue d'Action française, monarchiste, fondée en 1905, les ligues nationalistes d'extrême droite qui prolifèrent en 1934 apparaissent à la fin des années 1920. Elles bénéficient des « fonds spéciaux » des gouvernements dirigés entre 1929 et 1932 par André Tardieu, porte-parole des patrons des grandes entreprises industrielles, favorable à un régime bonapartiste et qui s'illustre par la violence de sa répression du mouvement ouvrier.

Une nouvelle affaire d'escroquerie – l'affaire Stavisky – où sont à nouveau compromis des membres du Parti radical (2), sénateurs, membres du gouvernement – ainsi que le déplacement du préfet de police Chiappe, soutien des ligues d'extrême droite, par le nouveau gouvernement dirigé par le radical Daladier, sont le déclencheur d'un appel des organisations de droite et d'extrême droite, des associations d'anciens combattants à manifester le 6 février pour la démission du gouvernement, pour le retour de Chiappe. Le PCF appelle lui aussi son association d'anciens combattants, l'ARAC, à manifester pour « *protester contre le régime du profit et du scandale* » et exiger l'arrestation de Chiappe. Il appelle également à « manifester » « *dans les usines, dans les chantiers, dans les gares !* ». Le soir, une partie des milliers de manifestants converge vers l'Assemblée nationale. Place de la Concorde, les gardes mobiles chargent la foule, la fusillade fait 15 morts et 2 300 blessés. Le lendemain, le gouvernement Daladier démissionne, les ligues ont « *imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue, sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer* ». (Voir en page 20).

La riposte populaire du 12 février 1934 impose l'unité des organisations

Le PCF, appliquant la ligne du « social-fascisme », n'appelle pas à l'unité, et annonce qu'il manifesterait le 9 février. Quelques centaines de militants de la SFIO se joignent spontanément à eux. La violence de la répression policière fait 9 morts et des centaines de blessés.

La CGT lance un mot d'ordre de grève générale pour le 12 février auquel s'associe la SFIO sous la pression de ses militants. Dans la seule région parisienne, la grève est suivie par plus d'un million de grévistes. À Paris, deux cortèges distincts sont prévus, l'un par la CGT et la SFIO, l'autre par la CGTU et le PCF. La pression de la foule des manifestants impose la jonction des deux cortèges aux cris d'« *Unité ! Unité !* » En province également, dans les 346 villes où se déroulent des manifestations, l'aspiration à l'unité impose le plus souvent la réunion des cortèges.

« *La grève générale du 12 février en France a été un avertissement impressionnant, mais rien de plus. Ayant senti le danger, l'ennemi a doublé, triplé, décuplé ses efforts.* » (3).

Le gouvernement d'union nationale du radical Doumergue sitôt formé, un projet de réforme de la Constitution visant au renforcement du pouvoir exécutif est confié à Tardieu. Le 22 février, Doumergue fait voter par le Parlement

le pouvoir de gouverner par décrets-lois comme l'a fait en Allemagne, en 1931 et 1932, le chancelier Brüning et les gouvernements qui se sont succédé jusqu'à l'arrivée au pouvoir des nazis.

Quelle organisation contre la menace fasciste ?

« Le 12 février, le jour de la grève générale et des manifestations monstres, les ouvriers de France ont imposé pour 24 heures le front unique aux deux appareils bureaucratiques. Mais ce fut de l'improvisation et, pour vaincre, il faut de l'organisation. » (4).

Trotsky propose aux militants de la Ligue communiste le mot d'ordre d'Alliance ouvrière, pour un front unique du PCF et de la SFIO, la jonction avec les premiers contingents de travailleurs radicalisés qui en deviennent adhérents. Le numéro spécial du journal *La Vérité* du 8 février titre : « Pour le front unique des organisations, l'organisation de la milice ouvrière et la préparation de la grève générale » (voir la page 16).

Du côté du PCF, malgré l'aspiration à l'unité revendiquée de plus en plus fortement par ses militants et sympathisants, le secrétaire général, Maurice Thorez, réaffirme encore dans *L'Humanité* du 26 avril que « la lutte efficace du prolétariat contre l'impérialisme exige un renforcement de l'attaque contre la social-démocratie ». Mais la bureaucratie du Kremlin opère un nouveau virage à 180° devant le risque de développements révolutionnaires qui menaceraient son pouvoir : pendant la conférence nationale du PCF des 23-26 juin, après la réception d'un télégramme de l'Internationale communiste, Thorez doit, dans son discours de clôture, se prononcer pour « l'unité à tout prix ». Un mois plus tard, le 27 juillet 1934, un pacte d'unité d'action est signé entre le PCF et la SFIO.

Trotsky propose alors à la discussion l'entrée dans les partis ouvriers où affluent les masses.

« La Ligue [communiste] doit immédiatement prendre sa place à l'intérieur du Front unique pour concourir activement au regroupement révolutionnaire et à la concentration des forces de ce regroupement. Occuper une telle place, elle ne le peut autrement, dans les conditions actuelles [PCF stalinisé, Ndlr], qu'en entrant dans le Parti socialiste » (5). La situation est en effet favorable : la SFIO vient d'exclure en octobre 1933 son aile droite, les « néo-socialistes » qui ont abandonné le marxisme, et affirment que le système capitaliste peut être réformé par la planification de l'économie. Dès février 1934, Marquet, un des dirigeants de l'ex-courant « néo », est devenu ministre dans le gouvernement Doumergue. Dans le même temps, l'aile gauche de la SFIO se renforce en particulier chez les Jeunesses socialistes et dans la fédération de la Seine (département regroupant Paris et les communes limitrophes). Après de longues et difficiles discussions, la Ligue communiste décide, le 29 août 1934, d'adhérer à la SFIO. Elle y entre comme tendance bolchevique-léniniste, avec son programme et son journal *La Vérité*. Elle prend rapidement la direction des Jeunesses socialistes de la Seine, est influente en Seine-et-Oise.

Le dévoiement du mouvement des masses par la bureaucratie stalinienne

Le 9 octobre 1934, au meeting de la salle Bullier, Thorez lance un appel à la constitution d'un « Front populaire du travail, de la liberté et de la paix ». Un comité de coordination se tient le même jour entre les directions du PCF et de la SFIO où le PCF, en application des nouvelles instructions du Kremlin, propose un « front commun » élargi au Parti radical, annonçant le tournant du « Front populaire » d'alliance avec la bourgeoisie qui sera officialisé par le VII^e congrès de l'Internationale communiste de juillet-août 1935.

En juin 1935 sera signé entre le président du Conseil Laval et Staline un pacte d'assistance entre la France et l'URSS, facilitant la proclamation du rassemblement populaire, alliance entre le PCF, la SFIO, le Parti radical et d'autres « débris » politiques comme les qualifie Trotsky — citons le parti fondé par les « néos » après leur exclusion de la SFIO. Cette union nationale ne peut tolérer dans ses rangs des courants hostiles au Front populaire ; la SFIO commencera en juillet par l'exclusion de dirigeants des Jeunesses socialistes de la Seine.

Tirant un bilan positif de l'entrée des bolcheviks-léninistes dans la SFIO, qui leur avait permis de devenir « un groupe de propagande, un facteur révolutionnaire de premier ordre », Trotsky avait proposé le 10 juin, dans une lettre au secrétariat de la Ligue communiste internationale, la sortie de la SFIO et la création d'un parti indépendant.

Le 10 janvier 1936, les partis membres du Front populaire publieront leur programme électoral... celui des radicaux bourgeois qui, attachés d'abord aux intérêts patronaux, n'y incluent aucune revendication des salariés (les conquêtes de 1936 seront *exclusivement* le résultat de la grève générale, terrorisant les patrons). C'est le PCF qui s'opposera le plus fermement à la nationalisation des banques et des industries. Seule sera envisagée la nationalisation des industries de guerre.

Ces arrangements de sommet seront déjoués par la lutte des classes : le 26 mai 1936, après la victoire électorale de la coalition de Front populaire, éclatera la plus puissante grève générale de l'histoire du mouvement ouvrier français, avec l'occupation des entreprises, ses comités de grève et ses délégués d'usine.

1. En 1921, pour ne pas perdre le contrôle du syndicat, Léon Jouhaux, secrétaire général de la CGT, a organisé une scission qui a obligé le PC-SFIC à soutenir la création de la CGT-Unifiée avec les militants exclus.

2. Trotsky caractérise le Parti radical comme « le parti démocratique de l'impérialisme français ». Il s'appuie électoralement sur la petite-bourgeoisie. (« La France à un tournant », *Œuvres*, t. 9, p. 118.)

3. Léon Trotsky, « C'est au tour de la France », *Le mouvement communiste en France (1919-1939)*, Les Éditions de Minuit, 1971, p. 431.

4. Trotsky, *ibidem*, p. 431.

5. Trotsky, « SFIO et SFIC : la voie du débouché », *ibidem*, p. 439.

● L'effondrement de la démocratie bourgeoise

Après la guerre se produisirent plusieurs révolutions qui remportèrent de brillantes victoires : en Russie, en Allemagne, en Autriche-Hongrie et, plus tard, en Espagne. Mais c'est seulement en Russie que le prolétariat a pris complètement le pouvoir, qu'il a exproprié ses exploités et, grâce à ces mesures, a su créer et maintenir un État ouvrier. Ailleurs, le prolétariat, malgré sa victoire, s'est arrêté à mi-chemin par la faute de la direction. Le résultat fut que le pouvoir lui échappa et, passant de gauche à droite, devint la proie du fascisme. Ailleurs encore, le pouvoir est tombé aux mains de dictatures militaires. Nulle part le Parlement n'a eu la force de concilier les contradictions de classe et d'assurer une évolution pacifique. Partout le conflit s'est résolu les armes à la main.

En France, certes, on s'est longtemps bercé de l'idée que le fascisme n'avait rien à voir avec ce pays. Car la France est une république où toutes les questions sont tranchées par le peuple souverain au moyen du suffrage universel. Mais, le 6 février, quelques milliers de fascistes et de royalistes, armés de revolvers, de matraques et de rasoirs, ont imposé au pays le réactionnaire gouvernement Doumergue (1), sous la protection duquel les bandes fascistes continuent à grandir et à s'armer. Que nous prépare demain ?

En France, certes, comme dans d'autres pays d'Europe — l'Angleterre, la Belgique, la Hollande, la Suisse, les pays scandinaves —, il existe encore un Parlement, des élections, des libertés démocratiques ou tout au moins leurs débris. Mais dans tous ces pays, la lutte des classes s'exacerbe dans le même sens qu'auparavant en Allemagne et en Italie. Celui qui se console avec l'affirmation que « la France n'est pas l'Allemagne » est un imbécile sans espoir. Dans tous les pays agissent aujourd'hui des lois identiques, celles de la décadence du capitalisme. Si les moyens de production demeurent entre les mains d'un petit nombre de capitalistes, il n'existe pas de salut pour la société qui est condamnée à aller de crise en crise, de misère en misère, de mal en pis. Selon les pays, les conséquences de la décrépitude et de la décadence du capitalisme s'expriment sous des formes diverses et se développent à des rythmes inégaux. Mais le fond du

processus est partout le même. La bourgeoisie a conduit sa société à la faillite. Elle n'est capable d'assurer au peuple ni le pain ni la paix. C'est précisément pourquoi elle ne peut plus désormais supporter l'ordre

1. Gaston Doumergue (1863-1937), membre du Parti radical, fut député, ministre, président du Conseil, puis, de 1924 à 1931, président de la République. Il soutint sans mollir la répression des soulèvements coloniaux, en Syrie (bombardement de Damas en 1925), au Maroc (guerre du Rif en 1921-1927, la répression est confiée à Pétain), au Vietnam (1929-1930). Il défend une politique de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne vaincue (« *l'Allemagne doit payer* »). Nommé président du Conseil le 9 février 1934, il forme un gouvernement d'union nationale réactionnaire.

Un projet de réforme de la Constitution (renforcement du pouvoir exécutif) est confié à André Tardieu (1876-1945), porte-parole du grand patronat.

Philippe Pétain (1856-1951) : colonel, il commande les troupes pendant la bataille de Verdun en 1916. En 1917, devenu commandant en chef de l'armée française, il réprime de façon sanglante les mutineries dans l'armée ; il devient maréchal en 1918, réprime en 1925 le soulèvement d'Abd el Krim pendant la guerre du Rif (Maroc). Doumergue le nomme en février 1934 ministre de la Défense. En 1939, il sera ambassadeur de la France en Espagne auprès de Franco. Le début de l'offensive allemande en mai 1940 le ramènera au gouvernement dont il deviendra le président du Conseil. Après la défaite, l'Assemblée nationale lui votera les pleins pouvoirs le 10 juin 1940. Il deviendra le chef de l'État français, dit régime de Vichy. À la Libération, jugé et condamné à mort, il sera gracié par de Gaulle. Emprisonné à perpétuité il mourra en 1951.

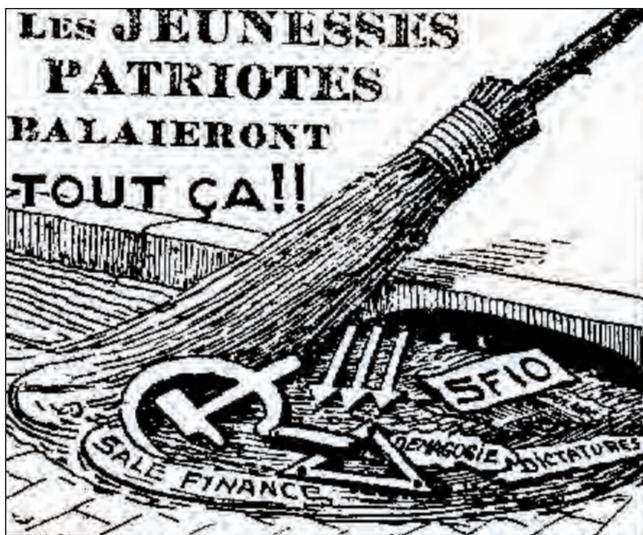
Pierre Laval (1883-1945), fut membre du PS-SFIO jusqu'en 1922 puis « sans parti » mais marqué de plus en plus nettement à droite. Plusieurs fois ministre, il est président du Conseil en 1935 et gouverne par décrets-lois. Sous Vichy, numéro deux du régime derrière Pétain, il pratiquera une collaboration d'État totale — économique, policière et militaire — avec le régime nazi. Il sera arrêté, jugé et exécuté en 1945, à la Libération.

Édouard Herriot (1872-1957), chef du groupe du Parti radical de la Chambre des députés, ministre et président du Conseil, est de presque tous les gouvernements de coalition, des gouvernements d'union nationale au gouvernement de Front populaire.

Adrien Marquet (1884-1955), membre du PS-SFIO, député, devient membre, en 1933, du courant néo-socialiste dont la maxime est « Ordre, Autorité, Nation ». Il est exclu de la SFIO la même année avec d'autres néo et devient ministre du Travail du gouvernement Doumergue en février 1934. Député, il votera les pleins pouvoirs à Pétain en juillet 1940 et deviendra ministre sous le régime de Vichy. Il sera condamné à mort et fusillé en 1945, à la Libération.

démocratique. Elle est contrainte d'écraser les ouvriers par la violence physique. Or il est impossible de venir à bout du mécontentement des ouvriers et des paysans au moyen de la seule police ; il est trop souvent impossible de faire marcher l'armée contre le peuple, car elle commence à se décomposer et cela se termine par le passage d'une grande partie des soldats du côté du peuple. C'est pour ces raisons que le grand capital est contraint de constituer des bandes armées spécialisées, dressées à la lutte contre les ouvriers, comme certaines races de chiens contre le gibier. La signification historique du fascisme est qu'il doit écraser la classe ouvrière, détruire ses organisations, étouffer la liberté politique, et cela précisément au moment où les capitalistes sont incapables de continuer à dominer et à diriger par l'intermédiaire du mécanisme démocratique.

Son matériel humain, le fascisme le recrute surtout au sein de la petite bourgeoisie. Celle-ci est finalement ruinée par le grand capital et il n'existe pas pour elle d'issue dans la structure sociale actuelle, mais elle n'en connaît pas d'autre. Son mécontentement, sa révolte, son désespoir, les fascistes les détournent du grand capital pour les diriger contre les ouvriers : on peut dire du fascisme qu'il est une opération de « luxation » des cerveaux de la petite bourgeoisie dans l'intérêt de ses pires ennemis. Ainsi, le grand capital ruine d'abord les classes moyennes puis, à l'aide de ses mercenaires, les démagogues fascistes, il tourne contre le prolétariat la petite bourgeoisie sombrant dans le désespoir. Ce n'est que par de tels procédés de brigand que le régime bourgeois parvient encore à se maintenir. Jusqu'à quand ? Jusqu'à ce qu'il soit renversé par la révolution prolétarienne.



● Le commencement du bonapartisme en France

En France, le mouvement de la démocratie au fascisme n'en est encore qu'à la première étape. Le Parlement existe toujours, mais il n'a plus ses pouvoirs d'autrefois et ne les recouvrera jamais. Morte de peur, la majorité des députés, après le 6 février, a appelé au pouvoir Doumergue, le sauveur, l'arbitre. Son gouvernement se tient au-dessus du Parlement : il s'appuie non sur la majorité « démocratiquement » élue, mais directement et immédiatement sur l'appareil bureaucratique, sur la police et sur l'armée. C'est précisément pourquoi Doumergue ne peut souffrir aucune liberté pour les fonctionnaires et pour les serviteurs de l'État en général. Il lui faut un appareil bureaucratique docile et discipliné, au sommet duquel il puisse se tenir sans danger. La majorité des députés est contrainte de s'incliner devant Doumergue parce qu'elle a peur des fascistes et du « front commun ». On écrit beaucoup actuellement sur la « réforme » prochaine de la Constitution, sur le droit de dissoudre la Chambre, etc. Ces questions n'ont qu'un intérêt juridique car, politiquement, la question est déjà résolue. La réforme s'est accomplie sans voyage à Versailles (1). L'apparition sur l'arène des bandes fascistes armées a donné aux agents du grand capital la possibilité de s'élever au-dessus du Parlement. C'est en cela que consiste maintenant l'essence de la Constitution française, tout le reste n'est qu'illusions, phrases ou tromperie consciente.

Le rôle de Doumergue actuellement — ou de ses éventuels successeurs, comme le maréchal Pétain ou Tardieu (2) — ne constitue pas un phénomène nouveau. Dans d'autres conditions, Napoléon I^{er} et Napoléon III jouèrent un rôle analogue. L'essence du bonapartisme consiste en ce que, s'appuyant sur la lutte de deux camps, il « sauve » la « nation » par une dictature bureaucratique-militaire. Napoléon I^{er} représente le bonapartisme de la jeunesse impétueuse de la société bourgeoise. Le bonapartisme de Napoléon III est celui de l'époque où la calvitie apparaît déjà sur le crâne de la bourgeoisie. En la personne de Doumergue, nous avons le bonapartisme sénile de l'époque du déclin capitaliste. Le gouvernement Doumergue est le premier degré du passage du parlementarisme au bonapartisme. Pour maintenir son équilibre, il lui faut à sa droite les bandes fascistes et autres qui l'ont porté au pouvoir. Réclamer de lui qu'il dissolve — non sur le papier, mais dans la réalité — les Jeunesses patriotes, les Croix de feu, les Camelots du roi et autres (3), c'est réclamer qu'il coupe la branche sur laquelle il se tient. Des oscil-

lations temporaires d'un côté ou de l'autre restent, bien entendu, possibles. Ainsi une offensive prématurée du fascisme pourrait provoquer dans les sommets gouvernementaux un écart « à gauche » : Doumergue ferait place, pour un temps, non à Tardieu, mais à Herriot (4). Mais il n'est d'abord pas dit que les fascistes feront une tentative prématurée, et ensuite un écart temporaire à gauche dans les sommets ne modifierait pas la direction générale du développement et hâterait plutôt le dénouement. Il n'existe aucune voie pour retourner à la démocratie pacifique. Le développement conduit inévitablement, infailliblement, à un conflit entre le prolétariat et le fascisme.

1. Depuis les débuts de la III^e République, c'est au château de Versailles que les deux assemblées législatives, Chambre des députés (renommée Assemblée nationale sous la V^e République) et Sénat, se réunissent pour voter sur un projet de révision de la Constitution et pour élire, jusqu'en 1958, le président de la République.

2. Voir la note 1 p. 20.

3. Ces ligues nationalistes ont en commun l'anticommunisme, l'hostilité au parlementarisme, la revendication d'un État fort et corporatiste ; elles recrutent leurs adhérents dans la petite bourgeoisie.

Les Jeunesses patriotes sont à l'origine l'organisation de jeunesse de la Ligue des patriotes. Dirigées par Pierre Taittinger (propriétaire des champagnes du même nom), elles deviennent, en 1926, une organisation indépendante dont la devise est « Hiérarchie, Ordre, Discipline » et qui est dotée d'une milice en uniforme. En 1935, elles se transformeront en Parti national populaire, dissous en 1936 par le gouvernement de Front populaire pour renaître comme Parti républicain national et social.

La ligue des Croix de feu est à l'origine une association d'anciens combattants titulaires de la croix de guerre. À partir de 1931, sous la direction du lieutenant-colonel de La Roque qui élargit son recrutement aux civils (parmi eux, François Mitterrand qui sera membre de son organisation de jeunesse, les Volontaires nationaux, de 1935 à 1936), elle devient la plus puissante Ligue nationaliste de France et revendique 100 000 membres à la veille du 6 février 1934. Sa devise, « Travail, Famille, Patrie », sera reprise par Vichy. En 1936, la Ligue sera dissoute et deviendra le Parti social français qui atteindra 1,2 million d'adhérents en 1939, à la veille de la guerre.

Les Camelots du roi, fondés en 1908, sont l'organisation paramilitaire de la ligue nationaliste et monarchiste, l'Action française. Le mouvement, fondé en 1899 pendant l'Affaire Dreyfus, devient en 1905 la Ligue d'Action française dirigée par Charles Maurras. Elle professe l'antisémitisme, la haine de la République (« la gueuse »), de la démocratie. À la différence des autres ligues nationalistes, elle a un recrutement volontairement élitiste et les Camelots du roi recrutent parmi les étudiants qui sont, à cette époque, majoritairement issus de la moyenne ou de la grande bourgeoisie.

4. Voir la note 1 p. 20.

● Le bonapartisme sera-t-il de longue durée ?

Combien de temps l'actuel régime bonapartiste de transition peut-il se maintenir ? En d'autres termes, combien de temps reste-t-il au prolétariat pour se préparer au combat décisif ? Il est naturellement impossible de répondre avec précision à cette question. On peut cependant établir quelques données qui permettent d'évaluer la vitesse du développement du processus d'ensemble. L'élément le plus important pour cette estimation est le sort à venir du Parti radical (1).

Le bonapartisme actuel, nous l'avons dit, est apparu dans les conditions du début d'une guerre civile entre les camps politiques extrêmes. Son principal appui matériel, il le trouve dans la police et dans l'armée. Mais il a aussi un appui à gauche : le Parti radical-socialiste. La base de masse de ce parti est constituée par la petite bourgeoisie des villes et des campagnes. Les sommets en sont formés par les agents « démocratiques » de la grande bourgeoisie qui, de loin en loin, ont donné au peuple de petites réformes et le plus souvent des phrases démocratiques, l'ont sauvé chaque jour — en paroles — de la réaction et du cléricalisme mais, dans toutes les questions importantes, ont fait la politique du grand capital. Sous la menace du fascisme, et plus encore du prolétariat, les radicaux-socialistes ont été contraints de passer du camp de la « démocratie » parlementaire dans celui du bonapartisme. Comme le chameau sous le fouet du chamelier, le radicalisme s'est mis sur ses quatre genoux, afin de permettre à la réaction capitaliste de s'asseoir entre ses bosses. Sans le soutien politique des radicaux, le gouvernement Doumergue serait actuellement impossible.

Si l'on compare l'évolution politique de la France à celle de l'Allemagne, le gouvernement Doumergue et ses successeurs éventuels correspondent aux gouvernements Brüning, von Papen, von Schleicher (2), qui comblèrent l'intervalle entre la démocratie de Weimar (3) et Hitler. Il y a pourtant une différence qui, politiquement, peut revêtir une énorme importance. Le bonapartisme allemand est entré en scène au moment où les partis démocratiques avaient fondu, alors que les nazis grandissaient avec une force prodigieuse. Les trois gouvernements « bonapartistes » d'Allemagne, du fait de la faiblesse de leurs bases politiques propres, se trouvaient en équilibre sur une corde raide tendue au-dessus de l'abîme qui séparait les deux camps hostiles du prolétariat et du fascisme. Ils tombèrent tous trois très vite. Le camp du prolétariat était alors

divisé, non préparé à la lutte, désorienté et trahi par ses chefs. Les nazis purent prendre le pouvoir pratiquement sans combat.

Le fascisme français ne représente pas encore aujourd'hui une force de masse. En revanche, le bonapartisme a un appui, certes pas très sûr ni très stable, mais un appui de masse dans la personne des radicaux. Entre ces deux faits existe un lien interne. Par le caractère social de sa base, le radicalisme est un parti de la petite bourgeoisie. Or le fascisme ne peut devenir une force de masse qu'en conquérant la petite bourgeoisie. En d'autres termes : en France, le fascisme peut se développer avant tout aux dépens des radicaux. Ce processus est déjà en train de se produire, mais il n'en est encore qu'à son début.

1. Le Parti radical-socialiste, fondé en 1901, cible la petite bourgeoisie. Son programme défend la propriété privée contre les grands monopoles, la laïcité (la loi de séparation des Églises et de l'État est votée en 1905), l'impôt sur le revenu. Entre les deux guerres, le parti connaît un développement remarquable dans les classes moyennes, il est de presque tous les gouvernements de coalition. Son influence décline avec son ralliement à une pratique politique autoritaire, de plus en plus anti-ouvrière, qui culminera avec le gouvernement Daladier pendant le Front populaire.

2. Heinrich Brüning (1885-1970), membre du Zentrum (parti bourgeois catholique), est nommé chancelier en mars 1930 par le président Hindenburg, à la suite de négociations avec l'armée, les industriels et les grands propriétaires fonciers. Avec un cabinet ministériel composé exclusivement de membres des partis de la bourgeoisie, sans majorité parlementaire stable, Brüning gouverne par décrets-lois, appliquant une politique de rigueur drastique qui déclenche des manifestations contre « *les décrets de la misère* ». En juin 1932, Hindenburg le remplace par Franz von Papen (1879-1969), lui aussi membre du Zentrum, représentant de la noblesse foncière et de l'Église. Il doit diriger un gouvernement de transition dans l'attente de l'accord des nazis de participer à un gouvernement de coalition, ce à quoi ceux-ci se refusent, voulant la direction du gouvernement. Après deux dissolutions du Parlement (31 juillet et 6 novembre 1932), Hindenburg remplace von Papen en novembre par Kurt von Schleicher (1882-1934), un militaire de carrière qui démissionne à son tour le 28 janvier 1933, laissant la place à Hitler qui devient chancelier le 30 janvier.

3. En mai 1919, la révolution allemande est vaincue par la social-démocratie alliée à l'armée. L'Allemagne devient une république fédérale, la République de Weimar, du nom de la petite ville où le nouveau régime s'installe, fuyant Berlin, la ville ouvrière où l'insurrection de janvier 1919 a été réprimée dans le sang. La Constitution dote le pays d'un régime parlementaire, limitée cependant par les pouvoirs d'un président élu au suffrage universel, qui en usera quand la crise économique et sociale frappera l'Allemagne en 1930.